

BLAGNAC, QUESTIONS D'HISTOIRE

- *La Terreur économique*
- *Une jeunesse brisée*
- *Louis Weidknet, un Hussard noir de la République*



SOUVENIR DU S.T.O.

par Jean Dardel, curé de Blagnac de 1960 à 1966

Préface

Toulouse 1943. L'armée allemande occupe notre pays vaincu. Les Français nés entre le 1^{er} janvier 1920 le 31 décembre 1922 sont contraints au S.T.O. (Service du Travail Obligatoire). Sous peine d'arrestation en cas de désobéissance, ils sont forcés de partir travailler Outre-Rhin pour les entreprises allemandes.

Né le 8 janvier 1920, le Toulousain Jean Dardel fait partie, à neuf jours près, de nombre de jeunes gens désignés pour cette aventure imposée. Il ne retrouve ses parents et sa ville natale que vingt-et-un mois plus tard, à la fin de la guerre.

Ordonné prêtre en 1946, il devient notamment curé de Blagnac de 1960 à 1966 et évêque de Clermont de 1974 à 1995. Quelques années plus tard, il publie le récit de son dramatique séjour en Allemagne sur le site internet de « l'Association pour la mémoire de la déportation et du Travail forcé. » Nous le reproduisons ici intégralement.

Jacques Sicart

Mgr Jean DARDEL

« Attention l'histoire n'est pas seulement derrière nous... »



Mon nom est Jean Dardel, né le 8 janvier 1920 à Toulouse, fils unique de Désiré Dardel originaire de l'Ain, officier d'artillerie de carrière, engagé volontaire à Bourg (Ain) en 1908, et de Joséphine Lacan (fille de viticulteurs de l'Hérault). Après mes études au lycée Fermat de Toulouse et une licence d'allemand obtenue à l'université de la même ville, je suis entré en septembre 1939 au Grand Séminaire de Toulouse pour devenir prêtre catholique.

Mobilisé le 8 juin 1940, j'ai été affecté à l'Ecole d'Application de l'Artillerie de Fontainebleau, j'ai fait la retraite avec l'école puis, après l'Armistice, le 17 août 1940, j'ai été versé avec le grade d'assistant dans les Chantiers de Jeunesse (Groupement n° 7 « le Fier » à Rumilly (Haute-Savoie). Libéré le 6 février 1941, j'ai rejoint mon Séminaire de Toulouse, où j'ai été ordonné prêtre le 23 juin 1946. J'ai été plus tard, de 1974 à 1995, évêque de Clermont. Quant à ma carrière militaire, elle s'est terminée avec le grade de capitaine de réserve à dater du 1/12/1956.

Le 6 août 1943, à 19 heures, depuis la gare de banlieue, Toulouse St- Cyprien, le train nous embarquait pour l'Allemagne, en application de la loi sur le STO. Je faisais partie, en ce qui me concerne, d'un groupe d'une

cinquantaine d'étudiants du Midi de la France comportant une quarantaine de séminaristes.

Que s'était-il passé dans nos esprits ? Voici ce que j'en ai retenu : notre Archevêque, le futur Cardinal Saliège, nous a nettement fait comprendre : « *Vous n'êtes sûrement pas tenus d'obéir à une loi aussi injuste, établie sous la pression de l'ennemi. Mais la plupart des jeunes ouvriers de France seront, de fait, emmenés. Les Allemands ne veulent pas avec eux des prêtres, ou un secours spirituel quelconque* ». On a pu se demander par la suite si l'Allemagne nazie n'avait pas un but inavoué : « nazifier » la jeunesse de France et d'Europe. Il y a pour vous un appel de conscience pour un soutien, un partage, une présence, une mission d'apostolat ».

Le 10 août 1943 nous étions au centre de triage de Sost en Rhénanie. Appliquant le principe d'organisation que j'avais connu aux Chantiers de Jeunesse, j'ai constitué pour notre groupe d'étudiants et de séminaristes, avec l'accord de tous, une série d'équipes de dix membres environ : il s'agissait de toujours marcher ensemble et de se soutenir. Mon diplôme d'allemand m'avait valu la qualité d'interprète et de responsable.

La première affectation de notre groupe fut l'usine de contreplaqué Nau à Nienhagen, près de Detmold dans la Lippe (une centaine d'ouvriers). Notre premier « travail » fut de détromper les allemands qui nous croyaient tous volontaires. Très vite cette arrivée d'un bloc de cinquante français très unis et organisés fut plus un poids lourd qu'une aide pour cette petite entreprise. Le 16 août 1943 le patron, M. Nau, nous faisait un grand discours sur les dangers du sabotage. Le 1^{er} septembre, une visite de la Gestapo de Bielefeld (Westphalie) vint appuyer ce discours...

Le 27 septembre, la Police « visite » nos souliers et nos vivres..., le 14 octobre, tout notre groupe est transféré à Bielefeld aux grosses usines Anker (en temps de paix spécialisées « caisses enregistrées » des grands magasins). Nous pourrions ainsi être plus efficacement surveillés et contrôlés. Nous serons logés dans une « guinguette » de la banlieue immédiate : successivement le Schlosshof, puis la Waldkrug, finalement le Berglust (dont la situation sur la colline un peu à l'écart de la ville vaudra à notre logement de n'être détruit qu'au 14^e bombardement).

En effet la ville de Bielefeld (dont l'important viaduc de Schildesche

fait un lieu de passage obligatoire pour les trains de troupes vers l'Ouest) va connaître 20 bombardements – à la manière américaine – : tapis de bombes lancées de très haut ; seules des bombes de 10 tonnes auront raison d'une arche du viaduc...

Du haut de notre perchoir de Berglust le samedi 30 septembre 1944, de 14 h à 14 h 30, nous vîmes la ville entière embrasée par le 2^e bombardement de Bielefeld : les clochers des églises s'effondrèrent dans les flammes les uns après les autres (horreur de toutes « ces attaques de terreur », d'où qu'elles viennent !).

Le mercredi 10 octobre 1944, après un troisième bombardement, j'allais au cimetière avec un prêtre allemand enterrer douze français et une française. J'ai personnellement pu assister les deux camarades de notre camp morts des suites des bombardements : un séminariste du Tarn et un ouvrier parisien.

A l'usine (il y avait aussi l'équipe de nuit), de jour, nous faisons dix heures d'affilée, coupées par un quart d'heure de Frühstück le matin et une heure de « soupe » à midi. Le soir, nous nous lançons dans la chasse aux plats sans ticket dans les restaurants (tant qu'il y en eût...). Le ravitaillement officiel de l'usine livré au camp était en moyenne pour une semaine et pour chacun de 2 kg de pain de seigle, 500 g de pain blanc (au moins au début), 250 g de saucisson (ersatz), 125 g de matière grasse, (beurre ou margarine) 150g de marmelade, 62.5 g de fromage, 150 g de sucre. Les colis de France étaient les bienvenus, mais tout s'arrêta après le débarquement en Normandie.

Toujours responsable de mon groupe, j'avais été mis à l'étau avec les ajusteurs. Je rencontrais régulièrement le directeur commercial chargé des étrangers. Marié avec une française, il n'était pas forcément hostile. Mais la situation faisait que la plupart de nos entretiens tournaient à l'orage.

C'était bien là le paradoxe, la « situation faussée » dont nous reparlerons à la fin de ce témoignage. Apparemment nous étions comme les ouvriers allemands, soumis aux mêmes règlements qu'eux, recevant régulièrement la nourriture et le salaire minimum, bénéficiant des mêmes protections sociales (il faut le dire, souvent mieux assurés à cette époque qu'en France).

En même temps nous étions pour nos vainqueurs des étrangers dont il fallait se méfier, des étrangers qui tenaient en effet à manifester qu'ils étaient là, contraints et forcés, ne souhaitant d'aucune manière la victoire de l'Allemagne.

Je me rappelle mon intervention auprès de l'ingénieur principal pour un camarade qui s'était battu avec un policier de l'usine. Devant mon insistance, l'ingénieur me prit à la gorge et me dit : « *Vous ne me ferez pas oublier le noir de l'armée française qui faillit violer ma mère sur le pont de Kehl pendant la guerre de 14-18 !* ». Le camarade que je défendais disparut pour un mois dans un Camp de Travail Disciplinaire, d'où il revint absolument exsangue, et sans qu'on puisse jamais savoir par lui ce qu'il avait subi.

Je me rappelle aussi le chef SS de l'usine sortant devant moi son revolver pour donner plus de poids à l'ordre de l'évacuation vers l'Est imposée aux étrangers lors de la débâcle allemande d'avril 1945.

Dès le début de notre « *séjour* » en Allemagne nous avons, comme dans d'autres camps, organisé le « *Face à l'Ouest* ». Nous nous rassemblions chaque soir devant un drapeau français accroché au mur. Pour nous, « *anciens du contreplaqué* », nous avons ajouté une carte de France en contreplaqué (comprenant l'Alsace et la Lorraine). Nous partageons les diverses nouvelles, et au moins certains soirs, au garde à vous, nous chantions la Marseillaise – jusqu'au jour où une note de l'usine Anker nous interdit formellement ce « *rite* », sous le prétexte que les autres étrangers s'étaient plaints de l'attitude des Français...

Il faut dire qu'à la fin le « *personnel étranger* » de la firme Anker comprenait : 118 français (j'étais responsable d'une quarantaine), 14 Flamands, 34 Hollandais, 4 Ukrainiens, 28 italiens et environ 300 femmes russes.

Paradoxe ! Oui, nous n'insisterons jamais assez sur cette situation faussée, perverse, pouvant se reproduire plus ou moins clairement de nos jours, avec la mondialisation et les guerres économiques, par le biais des migrations plus ou moins provoquées des populations !

Nous étions apparemment libres de nos déplacements (dans un périmètre ferroviaire). Nous pouvions aller au cinéma, j'ai pu moi-même, avant qu'il ne disparaisse sous les bombes, voir au théâtre municipal certains des chefs -d'oeuvres de la littérature allemande, étudiés lors de ma licence à l'Université de Toulouse...

En même temps la Gestapo nous surveillait étroitement. Il y eut dans notre camp de Berglust une perquisition mémorable où les policiers cherchaient un poste de TSF clandestin, tandis que le groupe, perché dans un coin, chantait à tue-tête la...« *Pompe à m...* »...

Sur les trois prêtres du diocèse d'Auch qui avaient réussi, malgré les interdictions, à partir dans notre convoi du 6 août 1943, deux furent découverts, emprisonnés, puis renvoyés en France.

On sait que le décret de persécution nazie « *Kaltenbrunner* », du 3 décembre 1943, spécifiait que « *tous les prêtres, séminaristes et étudiants en théologie, français et belges, qui sont venus dans le Reich camouflés en travailleurs civils, doivent être pointés nominativement avec indication de leur lieu actuel de séjour, et être signalés à la direction de la sécurité du Reich... La direction de la sécurité du Reich provoquera leur expulsion en France ou en Belgique par l'intermédiaire du délégué général à la main-d'oeuvre... Je pris la décision de dissoudre immédiatement les groupes de l'association de la J.O.C. dans les camps de travailleurs civils français et de leur interdire toute activité à l'avenir sous menace des mesures politiques les plus sévères* ».

Ajoutons que notre « *liberté* » et « *la possibilité de relations* » que nous avions avec l'amicale locale des prisonniers de guerre français permirent – outre la résistance passive constante au travail – quelques séances théâtrales publiques marquantes au niveau de la ville de Bielefeld : notamment la représentation de l'Aiglon, d'Edmond Rostand, et le chant solennel de « *Flotte, petit drapeau* » devant les trois couleurs déployées sur scène, alors que les autorités de la ville étaient présentes.

C'est le dimanche de Pâques 1945, 1er avril, que l'alerte aux chars américains encerclant déjà Bielefeld interrompit en ville la messe où au moins quelques séminaristes avaient pu se rendre.

La suite va très vite... Notre organisation en équipes, toujours en place, permet à notre groupe de surmonter l'immense désordre qui survient dans Bielefeld, jusqu'au moment où le « *Military government* » américain enferme tous les étrangers dans l'ancienne caserne SS de chars Bülow.

Nous y organisons avec d'autres, les dimanches 15 et 22 avril, une messe internationale. Le mercredi 18 avril 1945, nous faisons en délégation une visite aux tombes françaises du cimetière de Bielefeld. Le mardi 24 avril, des camions américains, puis un train, nous rapatrient vers l'ouest, jusqu'au centre d'accueil de démobilisation de Jeumont.

Le 28 avril 1945, je retrouvais mes parents à Toulouse. Le 2 mai,

une visite médicale détaillée du médecin de famille notait mon état de santé : grisaille au sommet des poumons, sinus droit pincé, tension 28-10, poids 72kg.

Le 31 mai 1945, notre groupe était en pèlerinage à Lourdes et envoyait à l'aumônerie des Prisonniers de guerres et Déportés à Paris le télégramme suivant : « groupe de 70 séminaristes et étudiants du Sud-Ouest, Déportés du Travail Bielefeld-Rheda, récemment rapatriés et en pèlerinage à Lourdes, remercient aumônerie pour tous colis, lettres, publications et aide spirituelle, demandent ce qui est fait sur le plan national pour les Déportés du Travail et offrent leurs services. »

En guise de conclusion je veux encore souligner, par les citations suivantes, le caractère propre dans l'histoire des guerres de ce que nous pensons devoir appeler sans réticence : « la déportation du travail » :

1- Déclaration de la Fédération Protestante Française le 14 avril 1943. « Il y a une opposition nette entre l'Évangile... et toute conception de la société qui conduit à envisager le travail comme une marchandise que l'on est en droit d'acheter ou de réquisitionner à volonté ».

2- Réaction spontanée d'un camarade ouvrier d'origine étrangère à une réunion du comité départemental de Toulouse de la « Fédération des Victimes et Rescapés des Camps nazis du Travail Forcé » : « Mais enfin, aujourd'hui, la Déportation du Travail, elle continue ! ».

3- Abbé Jean Lyon, ex-chroniqueur religieux au quotidien toulousain « La Dépêche du Midi » ; (extrait du journal bi-mensuel des anciens du camp de Jeunesse 29 : n° 27 décembre 2000) : « Dans le convoi qui nous emmenait de la gare de Saint-Cyprien vers la Ruhr, la Westphalie ou ailleurs, les ouvriers et les paysans étaient plus nombreux que les étudiants et les bourgeois. Ainsi même dans l'adversité, la fortune et les influences creusent la différence... » « **Je sais – et n'attends pas qu'on me l'apprenne – qu'il y a eu pire dans l'histoire de la barbarie... Et attention l'histoire n'est pas seulement derrière nous ! Mais il est temps que cesse cette calomnie injurieuse et blessante, affirmant que le « STO était une planque pour un Français retenu en Allemagne** » (citation d'un journal parisien très connu du 20 janvier 2000).

4- Dès notre retour en France en 1945 notre groupe d'Allemagne a cru de son devoir de porter un témoignage qui s'est concrétisé dans le petit ouvrage « La vie des travailleurs français en Allemagne » par un groupe de Déportés du Travail (imprimerie Fournié, Toulouse – mai 1946).

Voici un extrait de la conclusion de ce livret : - pages 65-66

« Les S.T.O. rapatriés ne veulent pas faire de réclame. Ils savent trop bien (et on le leur a dit) qu'après leurs frères prisonniers qui ont passé là-bas cinq bonnes années, et les déportés politiques qui ont si terriblement souffert, ils n'occupent que la troisième place. Mais cette place, ils la revendiquent au nom de leurs souffrances et de leurs morts... Nous n'étions pas prisonniers de guerre et aucune convention de Genève ne défendait nos intérêts. Comme les prisonniers, pourtant, nous étions mal nourris et mal logés, souvent même maltraités ; mais aucune loi ne nous permettait de bénéficier des colis de la Croix-Rouge américaine ou de refuser notre collaboration à la production de guerre ennemie. Notre cas spécial de travailleurs n'avait jamais été envisagé, parce que pareille situation ne s'était encore présentée jusque-là. Aucun règlement ne nous assurait d'avantages et nous subissions quand même la faim, le froid et l'angoisse des bombardements... Nous étions les tributaires d'une situation faussée et qui n'a pas connu de rétablissement ».

Monseigneur Jean DARDEL

N.B : Monseigneur Jean Dardel s'est éteint en 2005 à Toulouse.

REMERCIEMENTS

A l'Association pour la mémoire de la déportation et du travail forcé.